

# Jean-Louis Borloo : « Je crains d'avoir eu raison trop tôt... »

L'ex-futur candidat du Parti radical et ancien ministre est en campagne pour défendre ses idées. Il attend de Nicolas Sarkozy qu'il montre, demain à Toulon, la voie vers la sortie de crise

Ancien ministre de l'Économie, puis de l'Écologie, Jean-Louis Borloo déposera aujourd'hui une proposition de loi sur les déficits « avec trois mesures fiscales immédiates qui ne touchent ni les ménages ni les systèmes sociaux et pas plus l'économie réelle », précise l'ex-futur candidat du Parti Radical dont le livre-programme *Libre et engagé* (Ed. Plon) paraît demain.

## La France était-elle en capacité de contenir la hausse du chômage ?

J'ai été ministre de l'Emploi de 2005 à 2007 et malgré une faible croissance, nous étions parvenus à réduire le taux de chômage de 10,2% à 7,7%, grâce notamment à un programme de relance du bâtiment. On avait également développé l'apprentissage, mais surtout amélioré considérablement l'accueil des demandeurs d'emploi. La réforme de Pôle Emploi a peut-être un peu perturbé tout ça.

## Que feriez-vous si vous étiez à Matignon ?

Il y a trois secteurs sur lesquels on peut agir rapidement. D'abord, le logement, car les besoins sont réels. Ensuite, les services à la personne qui sont un levier considérable pour l'emploi: il ne s'agit pas d'accorder des avantages fiscaux aux personnes aisées, comme beaucoup le



Jean-Louis Borloo : « Je ne cherche pas un poste. J'essaie seulement de communiquer ma vision des choses, de manière libre. » (Photo Reuters)

pensent aujourd'hui, mais de favoriser de vrais métiers, de qualité et non délocalisables. Enfin, la croissance verte avec, en particulier, la rénovation thermique de tous les bâtiments publics ou des 600 000 logements vendus chaque année. C'est un vivier massif pour l'emploi.

## Qu'attendez-vous du discours de Sarkozy jeudi à Toulon ?

Qu'il fasse le point exact de la situation telle qu'il

l'appréhende, car les Français ont besoin d'y voir clair. Ensuite, pour l'immédiat, comment il voit la sortie de crise, quelle est la perspective de relance notamment en France et comment il envisage la nouvelle architecture européenne. Le 18 juillet dernier, j'avais adressé au Président une lettre sur la crise qui m'avait valu d'être considéré comme un peu pessimiste à l'époque. Je crains d'avoir eu raison trop tôt. Mais je n'incrimine pas

le Président car la situation est très difficile dans tous les pays européens.

## Pensez-vous Sarkozy capable de porter l'idée d'une union nationale ?

Ce sont les circonstances qui le diront. Ce qui est propre au Président actuel, c'est le circuit court de décision qui permet souvent d'aller plus vite mais qui rend plus compliqué de fédérer tous les acteurs. Pour autant, je ne pense pas que ce soit un problème de personne. Je

ne crois pas non plus à une union nationale politiciarde bricolée.

## Vous sentez-vous toujours compatible avec Sarkozy ?

Je ne cherche pas un poste. J'essaie seulement de communiquer ma vision des choses, de manière libre, tout en cherchant à être utile à mon pays. Bien évidemment que ma famille naturelle est le centre droit, mais que mes idées servent à un camp ou à un autre, au fond, ce n'est pas ce qui m'importe. Ce qui m'importe aujourd'hui, c'est « comment on sort de la crise ».

## Pourriez-vous être ministre de Hollande ?

Quand on a fait partie d'une autre équipe gouvernementale pendant neuf ans, ça paraît un peu difficile !

## Comprenez-vous les exigences des écologistes pour sortir du nucléaire ?

De 2007 à 2010, avec le Grenelle, les Français ont pris conscience des enjeux écologiques, ils ont appris à aimer l'environnement. Nous étions, en effet, parvenus à fédérer positivement autour de l'écologie. Malheureusement aujourd'hui, j'ai le sentiment que les choses s'inversent, que l'écologie est désormais vécue comme une contrainte. Cela me

navre. Nous sommes en train de reculer.

## La vive réaction de l'UMP ne dévalorise-t-elle pas le Grenelle ?

C'est très étrange car jamais aucun gouvernement, aucune majorité en Europe n'ont fait autant et aussi vite pour l'environnement. Les excès d'un côté entraînent des excès de l'autre et les deux protagonistes risquent de tomber dans la caricature.

## Ne regrettez-vous pas de ne pas être candidat ?

La présidentielle se jouera entre Sarkozy, Hollande et Marine Le Pen. Je me suis dit que si je voulais faire passer mes idées et peser sur le débat, ce n'était pas en étant un candidat de plus dans une petite bataille du centre. Mes idées sont mes armes. Aujourd'hui, les Français ont besoin d'un candidat appuyé par une force politique en cohérence avec lui. Je n'étais pas dans cette situation-là. Je ne le regrette en aucun cas.

## Qui soutiendrez-vous ?

Tout dépendra des attitudes, du projet, du regard et de la méthode. On a besoin d'un pilotage au plus près du terrain. Mais je peux aussi ne rien dire...

**PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ FOURNON afournon@nicematin.fr**

## Petites histoires de campagne

### Et les meilleurs sont...

« Faites-vous un gentil bisou et on n'en parle plus. » La petite phrase fonctionne assez bien chez les tout-petits... Et chez les politiques. Car s'il y a un truc sympa chez eux, c'est bien cette étonnante et rafraîchissante faculté à pardonner et à tourner la page: Prenez Dominique de Villepin. Il y a quelques mois à peine, qui aurait pu imaginer l'ex-Premier ministre se rabibochant avec Nicolas Sarkozy ? Ce dernier avait tout de même, à un moment donné de l'affaire Clearstream, souhaité « le pendre à un croc de boucher. » Le genre de promesse qui ne s'oublie pas comme ça.

Mais Dominique de Villepin sait prendre de la hauteur. Non seulement il a tourné la page « sur ce qui a été pour lui et sa famille un calvaire de six années » mais, en plus, en gage de réconciliation, il a quelques bonnes idées à soumettre au président de la République. Celle que l'on préfère entre toutes, c'est celle de « l'équipe de France des meilleurs ». Voici comment Dominique de Villepin a vendu la chose à Nicolas Sarkozy. En cas de réélection en 2012, l'idéal serait, en ces temps troublés, de resserrer le gouvernement autour d'« une dizaine de grands talents », la

fameuse « équipe de France des meilleurs. » Et le sélectionneur de Villepin de faire sa liste : Jean-François Copé, François Baroin, Jean-Louis Borloo, Thierry Breton mais aussi, voyons large, deux socialistes Gérard Collomb et François Rebsamen. Soit six « grands talents ». Il reste donc encore quelques places. On pense notamment, suivez mon regard, à celle de capitaine. « Je ne me considère pas comme indispensable à ce rassemblement », a prévenu l'ex-Premier ministre. Ah bon ? Ça valait le coup de le préciser.

M.M.

JE TE RAPPELE QUE JE SUIS LE PRÉSIDENT, L'ENTRAÎNEUR, LE CAPITAINE, LE MENEUR DE JEU ET LE SÉLECTIONNEUR DE L'ÉQUIPE!

